Rôle de la séance publique du 16/05/2025 à 09h00

Président : Monsieur GASPON
Assesseurs : Monsieur COIFFET et Monsieur PONS
Greffier : Monsieur MAGEAU

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BAILLEUL

01) N° 2303567 **RAPPORTEUR : M. COIFFET**

Demandeur M. D Jean-François

CABINET D'AVOCATS
TEISSONNIERE TOPALOFF
LAFFORGUE ANDREU ET
ASSOCIES

Défendeur MINISTERE DES ARMEES

Requête de M. Jean-François D contre l'ordonnance n° 2001290 du 4 octobre 2023 par lequel le tribunal administratif de Caen a rejeté sa demande tendant à la condamnation de l'Etat à lui verser la somme de 30 000 euros au titre de son préjudice moral et du trouble dans les conditions d'existence résultant de la carence fautive de l'Etat qui l'a exposé à l'inhalation de poussières d'amiantes sans moyen de protection efficace.

02) N° 2400524 **RAPPORTEUR : M. COIFFET**

Demandeur Mme L Maryline

SELARL CADRAJURIS

Défendeur MINISTERE DE LA JUSTICE

Requête de Mme Maryline L contre le jugement n° 2005059 du 29 décembre 2023 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision du 19 novembre 2019 par laquelle le premier président et le procureur général près la Cour d'appel de Rennes ont refusé de reconnaître l'imputabilité au service d'un accident qui serait survenu le 14 janvier 2019, ainsi que la décision du 11 mars 2020 par laquelle le ministre de la justice a rejeté son recours hiérarchique formé contre cette décision.

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BAILLEUL

07) N° 2401647

RAPPORTEUR : M. COIFFET

Demandeur	M.	A	Qaïs	Me REGENT
	Mme	S	Rabia	Me REGENT
	Mme	A	Manizha	Me REGENT
	M.	A	Waisullah	Me REGENT
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR			

Requête de M. Qaïs A , Mme Manizha A , M. Waissulah A et Mme Rabia S cette dernière agissant tant en son nom personnel qu'en qualité de représentante de Zobiari A contre le jugement n° 2311253 en date du 9 février 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté leur demande tendant à l'annulation de la décision implicite par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a rejeté le recours préalable formé contre la décision de l'autorité consulaire française à Téhéran rejetant la demande de visa d'entrée et de long séjour présentée pour Mme Manizha A et Mme Rabia S et pour les jeunes Waissullah A et Zobiari A en qualité de membres de famille de réfugié.

Rôle de la séance publique du 16/05/2025 à 09h45

Président : Monsieur GASPON
Assesseurs : Monsieur COIFFET et Monsieur PONS
Greffier : Monsieur MAGEAU

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BAILLEUL

01) N° 2400139 **RAPPORTEUR : M. PONS**

Demandeur	M.	L	Didier	CABINET CHRISTIAN
Défendeur	COMMUNE DE CONCARNEAU			SELARL LE ROY GOURVENNEC PRIEUR

Requête de M. Didier L contre le jugement n° 2100930, 2102293 du 24 novembre 2023 par lequel le tribunal administratif de Rennes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision du 29 décembre 2020 par laquelle le Maire de Concarneau a implicitement refusé de lui verser la somme de 100 000 euros en raison du préjudice financier subi, et de la décision implicite de refus du 5 avril 2021 de retirer l'arrêté 2020-582 du Maire de Concarneau du 7 décembre 2020 et de régulariser sa situation administrative.

02) N° 2401817 **RAPPORTEUR : M. PONS**

Demandeur	Mme	H	Isabelle	Me DAUMONT
Défendeur	RECTORAT DE L'ACADEMIE DE NANTES			

Requête de Mme Isabelle H contre le jugement n° 2103293 du 16 avril 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à la condamnation de l'Etat à verser à Mme H seulement la somme de 1 900 euros assortie des intérêts au taux légal à compter du 23 novembre 2020, et capitalisation des intérêts.

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BAILLEUL

03) N° 2402105

RAPPORTEUR : M. PONS

Demandeur M. T Alexandre CABINET RENNER
Défendeur MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE
LA SOUVERAINETE INDUSTRIELLE ET NUMERIQUE

Requête de M. Alexandre T contre le jugement n° 2004711 du 7 mai 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision implicite par laquelle le Directeur Départemental des Finances Publiques de la Vendée a rejeté sa réclamation préalable indemnitaire en date du 6 janvier 2020 et afin de condamner l'Etat à lui verser la somme de 38 092,56 euros, montant augmenté des intérêts au taux légal courant à compter de la notification de la réclamation préalable indemnitaire à savoir le 8 janvier 2020, avec capitalisation des intérêts.

04) N° 2403110

RAPPORTEUR : M. PONS

Demandeur M. L Aurélien AARPI LBA LE BROUDER
AUDAS BOYER LE
CARPENTIER
Défendeur RECTORAT DE LA REGION ACADEMIQUE
NORMANDIE ET DE L'ACADEMIE DE NORMANDIE

Requête de M. Aurélien L contre l'ordonnance n° 2402048 du 16 septembre 2024 rendu par le tribunal administratif de Caen en tant qu'elle a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision par laquelle la rectrice de l'académie de Normandie a implicitement rejeté sa demande présentée le 24 avril 2024 tendant à ce que soit engagée une procédure disciplinaire à l'encontre de Mme C et à ce que soient retirés des éléments de son dossier administratif ; d'enjoindre à la rectrice de l'académie de Normandie d'engager une procédure disciplinaire à l'encontre de Mme C et de retirer des éléments de son dossier administratif

05) N° 2401403

RAPPORTEUR : M. PONS

Demandeur Mme M Nabila CABINET POLLONO
M. M Zabih Rahman CABINET POLLONO
Mme M Nilab CABINET POLLONO
Défendeur MINISTERE DE L'INTERIEUR

Requête de Mme Nabila M, Mme Nilab M et M. Zabih Rahman M contre le jugement n° 2313610 en date du 5 avril 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté leur demande tendant à l'annulation de la décision en date du 24 mai 2023 par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a confirmé la décision de l'autorité consulaire française à Téhéran refusant des visas d'entrée et de long séjour à Mmes Nabila et Nilab M au titre de la procédure de réunification familiale.

06) N° 2401448

RAPPORTEUR : M. PONS

Demandeur Mme K Hélène Me PRONOST
M. P Ralph Andrew Me PRONOST
Défendeur MINISTERE DE L'INTERIEUR

Requête de Mme Hélène K et de M. Ralph Andrew P contre le jugement n° 2300795 en date du 27 novembre 2023 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté leur demande tendant à l'annulation de la décision du 9 février 2023 par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France, saisie d'un recours administratif préalable obligatoire formé contre la décision de l'ambassade de France au Cameroun refusant de délivrer à M. Ralph Andrew P un visa de long séjour au titre de la réunification familiale a, à son tour, refusé de délivrer le visa sollicité.

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BAILLEUL

07) N° 2401457

RAPPORTEUR : M. PONS

Demandeur Mme S Yvonne

SELARL BOEZEC CARON
BOUCHE AVOCATS

Défendeur MINISTERE DE L'INTERIEUR

Requête de Mme Yvonne S contre le jugement n° 2306800 en date du 19 mars 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision du 9 mars 2023 par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a rejeté le recours dirigé contre la décision de l'autorité consulaire française à Douala (Cameroun) lui refusant la délivrance d'un visa d'entrée et de court séjour en France.

Rôle de la séance publique du 16/05/2025 à 10h30

Président : Monsieur GASPON
Assesseurs : Monsieur COIFFET et Madame BOUGRINE
Greffier : Monsieur MAGEAU

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BAILLEUL

01) N° 2303293 **RAPPORTEURE : Mme BOUGRINE**

Demandeur M. A Maximilien CABINET MDMH
Défendeur MINISTERE DES ARMEES

Requête de M. Maximilien A contre le jugement n° 2002561 du 31 août 2023 par lequel le tribunal administratif de Caen a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision du 9 octobre 2020 par laquelle le président de la commission des recours des militaires a rejeté sa demande de révision de notation.

02) N° 2303482 **RAPPORTEURE : Mme BOUGRINE**

Demandeur M. L Philippe CABINET D'AVOCATS
TEISSONNIERE TOPALOFF
LAFFORGUE ANDREU ET
ASSOCIES
Défendeur MINISTERE DES ARMEES

Requête de M. Philippe L contre l'ordonnance n° 2100406 du 27 septembre 2023 par lequel le tribunal administratif de Caen a rejeté sa demande tendant à la condamnation de l'Etat à lui verser la somme de 30 000 euros au titre de son préjudice moral et du trouble dans les conditions d'existence résultant de la carence fautive de l'Etat qui l'a exposé à l'inhalation de poussières d'amiante sans moyen de protection efficace.

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BAILLEUL

03) N° 2303565 RAPPORTEURE : Mme BOUGRINE

Demandeur M. B Mickael

CABINET D'AVOCATS
TEISSONNIERE TOPALOFF
LAFFORGUE ANDREU ET
ASSOCIES

Défendeur MINISTERE DES ARMEES

Requête de M. Mickaël B contre l'ordonnance n° 2001861 du 4 octobre 2023 par lequel le tribunal administratif de Caen a rejeté sa demande tendant à la condamnation de l'Etat à lui verser la somme de 30 000 euros au titre de son préjudice moral et du trouble dans les conditions d'existence résultant de la carence fautive de l'Etat qui l'a exposé à l'inhalation de poussières d'amiantes sans moyen de protection efficace.

04) N° 2400318 RAPPORTEURE : Mme BOUGRINE

Demandeur MINISTERE DES ARMEES

Défendeur M. D Yohann

CABINET D'AVOCATS
TEISSONNIERE TOPALOFF
LAFFORGUE ANDREU ET
ASSOCIES

Requête du ministre des Armées contre le jugement n° 2206057 du 5 décembre 2023 par lequel le tribunal administratif de Rennes a condamné l'Etat à verser à M. Yohann D la somme globale de 5500 euros en réparation du préjudice moral d'anxiété qu'il a subi en raison de son exposition aux poussières d'amiantes au cours de sa carrière au sein de la Marine nationale du 1er janvier 2004 au 28 avril 2008.

05) N° 2400025 RAPPORTEURE : Mme BOUGRINE

Demandeur MINISTERE DE L'INTERIEUR

Défendeur M. F Ahmed

Me GUERCHI

Requête du ministre de l'intérieur contre le jugement n° 2302746 en date du 26 décembre 2023 par lequel le tribunal administratif de Nantes a, d'une part, à la demande de M. Ahmed F, annulé la décision née le 23 janvier 2023 par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France, saisie d'un recours administratif préalable obligatoire formé contre la décision de l'autorité consulaire française à Tunis (Tunisie) refusant de lui délivrer un visa de long séjour en qualité de travailleur salarié, a, à son tour, implicitement refusé de délivrer le visa sollicité; et, d'autre part, enjoint au ministre de l'intérieur et des outre-mer de délivrer à M. Ahmed F le visa sollicité dans un délai de deux mois à compter de la notification du jugement.

06) N° 2400230 RAPPORTEURE : Mme BOUGRINE

Demandeur Mme B Laure Daria

CABINET POLLONO

Défendeur MINISTERE DE L'INTERIEUR

Requête de Mme Laure Daria B agissant tant en son nom personnel qu'en qualité de représentante légale de son enfant mineur contre le jugement n° 2211069 en date du 3 octobre 2023 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision en date du 24 mai 2022 par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a confirmé la décision en date du 6 décembre 2021 de l'autorité consulaire française à Brazzaville (République du Congo) refusant un visa d'entrée et de long séjour au jeune au titre de la réunification familiale.

07) N° 2401909

RAPPORTEURE : Mme BOUGRINE

Demandeur Mme E Nawal

Me LEVI-CYFERMAN

Défendeur MINISTERE DE L'INTERIEUR

Requête de Mme Nawal E contre le jugement n° 2010445 du 8 février 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision implicite du ministre de l'intérieur rejetant son recours contre la décision du 10 février 2020 par laquelle le préfet de Meurthe-et-Moselle avait ajourné à deux ans sa demande de naturalisation, ensemble la décision expresse du ministre de l'intérieur en date du 8 octobre 2020.